

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°14 – Mai 2005

Comité de Soutien au Peuple Palestinien : MNE 23, rue Gosselet - 59000 LILLE
Tél/Fax : 03 20 22 90 97 Site : <http://www.nord-palestine.org> Bulletin : jpc@nord-palestine.org

ÉDITO :

SOLIDARITÉS

L'énumération des initiatives prises en ce moment un peu partout en France n'a pas pour objet d'établir un catalogue (probablement incomplet). Elle veut simplement montrer la diversité du mouvement de solidarité aux Palestiniens. Dans ce mouvement chaque groupe mène des actions qu'il juge "forcément" plus importantes que celles des autres, certains s'impatientent du manque de réactivité des autres. Peu importe, ce fourmillement est celui d'un mouvement qui ne s'essouffle pas, et c'est bien là l'essentiel !

Pour notre part, nous trouvons toutes ces initiatives fort judicieuses et tenterons de prendre part, ou au moins d'apporter notre soutien au maximum d'entre elles. La présence d'internationalistes en Palestine est capitale à de nombreux points de vue et bien souvent elle décuple l'énergie de ceux qui en reviennent. Les nombreux projets allant dans ce sens ne se concurrencent pas, ils nous rendront plus forts après l'été. Pour ceux qui ne peuvent pas faire le voyage, les tâches ne manquent pas. Aucune d'entre elles n'est inutile.

Marc Leblanc

À l'approche de l'été les projets des uns et des autres fleurissent :

- En ce début mai, le **Réseau Coopération Décentralisée pour la Palestine** de Claude Nicolet (élu dunkerquois) a organisé le départ de 80 élus locaux dont Martine Filleul (Lille) et Céline Scavenec (Roubaix) pour une mission d'observation des élections municipales en Palestine.
- Les **CCIPPP** (campagnes civiles internationales pour la protection du peuple palestinien) lancent un appel à faire de juillet un mois de missions partant de toute l'Europe (http://www.protection-palestine.org/article.php3?id_article=720)
- Le **Secours Agricole Palestinien** plus connu sous le sigle PARC(Palestinian Agricultural Relief Committees) organise un camp d'été de 10 jours au mois d'août près de Jenine. Pour les personnes intéressées • Tel : 00 972 2 234 21 64 • Fax : 00 972 2 234 21 66 • e-mail : maha@pal-arc.org D'autres infos : <http://www.pal-arc.org/summer/summer.html>
Pour toutes informations en Suisse : missionsciviles@urgencepalestine.ch www.urgencepalestine.ch
- **La Caravane pour le Droit** partira de Strasbourg le 4 juillet (Site de la caravane : <http://caravane.palestine.free.fr>)
- **L'Appel de Strasbourg** qui regroupe plusieurs centaines d'ONG dans 22 pays européens a récemment pris l'initiative d'un appel aux syndicats et lancera bientôt un appel en direction des artistes et des milieux culturels.
- **Les Amis d'Al Rowwad** partent en nombre aider, sur place au chantier de construction du nouveau centre culturel. Des amis du Nord en feront partie, pour les contacter : yoruk.memo@free.fr

COTISATION AFPS NORD - PAS-DE-CALAIS

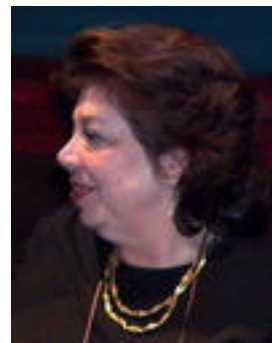
- **Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : 65 €**(sans abonnement : 54€)
 - Tarif réduit (pour ressources modestes et parrains) : 27 € Avec l'abonnement au journal : 38 €
 - Cotisation "précaire" 10 € - Cotisation de Soutien : 80 € ou plus
- 5 € d'abonnement à *Palestine Solidarité* sont inclus dans le prix de chaque cotisation
- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS Nord Pas-de-Calais à renvoyer au siège de l'AFPS:
Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 Lille

Pour la paix et contre tous les racismes

par LEÏLA CHAHID,
MICHEL WARSCHAWSKI ET DOMINIQUE VIDAL *

26 mars 2005



Dans son édition du 17 mars, Le Figaro annonce à la une à ses lecteurs que « la tournée de Leïla Chahid dans les lycées crée la polémique ». L'article qui, en pages intérieures, « justifie » ce titre nous amène à répondre. Depuis deux ans, nous avons effectivement décidé d'effectuer tous les trois une « tournée des villes et des banlieues ». Coordonnée par l'Association des amis du Monde diplomatique, celle-ci répond exclusivement à l'invitation d'associations locales. Nous avons d'ores et déjà dialogué avec près de 15 000 personnes, lors d'une trentaine de rencontres organisées dans dix-huit villes. Pourquoi ces doubles visites ? Parce qu'il nous semble important d'informer tous les Français - y compris ceux des banlieues - sur la situation en Israël et en Palestine, à un moment où, après quatre années d'escalade sanglante, un fragile espoir s'est à nouveau levé, qu'il importe de ne pas laisser détruire. Mais aussi parce qu'il nous paraît nécessaire de combattre les conséquences de ce qu'on appelle, à tort, « l'importation du conflit en France ». À voir les foules venues à notre rencontre dans la dernière période - 1 000 à Toulouse le 15 janvier, 600 à Aix-en-Provence le 9 mars, 1 000 à Nancy le 15 -, cette démarche répond de toute évidence à une attente. Et chacun des participants a pu s'en convaincre : nous nous efforçons de démontrer que l'affrontement israélo-palestinien n'est ni religieux, ni a fortiori ethnique, mais politique. Sa solution consiste à créer, conformément aux résolutions des Nations unies, un Etat palestinien aux côtés d'Israël, dans les territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, le démantèlement des colonies juives et une juste solution du problème des réfugiés. C'est pourquoi nous appelons nos interlocuteurs à la plus grande vigilance contre les actes criminels anti-juifs, anti-arabes et anti-musulmans qui se multiplient en France depuis quatre ans. Nous combattons, en particulier, sans la moindre complaisance les thèmes actuels de la propagande antisémite. Nous rappelons souvent les leçons universelles du génocide nazi, en premier lieu la nécessité de rejeter la conception ignoble de la supériorité d'une « race » sur une autre, quelles qu'en soient les victimes. Autant nous tenons à aller à la rencontre des jeunes dans les quartiers et les cités, autant les lycées ne constituent nullement, pour nous, un objectif prioritaire. Il se trouve que, à cinq reprises, des proviseurs et des professeurs nous ont invités à venir débattre dans leur lycée.

Nous n'avons pas de raison de refuser, s'agissant d'élèves de terminale pour la plupart majeurs, et de toute façon préparés et encadrés par leurs enseignants. Dans trois cas, le recteur a interdit la tenue de ces initiatives, et nous nous sommes évidemment pliés à cette décision, tout en la jugeant regrettable. D'ailleurs, au lycée Robert-Schuman du Havre comme au lycée catholique Claude-Daunot de Nancy, nos interventions, loin de tout manichéisme, ont permis à chacun de se forger sa propre vision du conflit, comme en ont témoigné les responsables des deux établissements.

Bref, il n'y a rien là d'un complot contre la neutralité scolaire. De même, l'idée d'une campagne de propagande pro palestinienne est absurde : l'immense majorité des Français se prononcent déjà pour la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël, et soutiennent, sur les dossiers essentiels, les exigences du droit international. Notre but, c'est surtout de dédramatiser, de dépassionner, afin de mobiliser l'opinion d'un même mouvement pour une paix juste au Proche-Orient et contre tous les racismes. Loin de jeter de l'huile sur le feu, notre « tournée des villes et des banlieues » contribue activement à la coexistence, au Proche-Orient comme en France.

* *LEÏLA CHAHID est déléguée générale de Palestine en France, MICHEL WARSCHAWSKI est militant pacifiste israélien et DOMINIQUE VIDAL est rédacteur en chef adjoint du Monde diplomatique.*

La tournée des banlieues à Nancy

AFPS Lorraine Sud publié le lundi 4 avril 2005

Le 15 mars dernier, un millier de personnes ont accueilli à Nancy
Esti Micenmacher, Dominique Vidal et Leïla Shahid.

Voilà plus de deux ans que Leïla Shahid, Dominique Vidal et Michel Warschawski parcourent les villes et les banlieues de notre pays pour informer, dialoguer sur le conflit israélo-palestinien. Leur souci est d'aller plus particulièrement à la rencontre des jeunes des banlieues qui n'ont pas l'habitude de fréquenter les conférences de centre-ville.

Leur visite à Nancy le 15 mars dernier s'inscrivait dans le cadre de cette tournée. A l'occasion, Michel Warschawski avait été remplacé par Esti Micenmacher, une israélienne du mouvement anticolonialiste Ta'ayush.

À l'initiative de cette visite, l'AFPS de Lorraine Sud avait réussi à rassembler 25 associations locales pour l'organiser : de grandes organisations de solidarité comme le Secours Catholique et le Secours Populaire, des associations de toutes sensibilités culturelles et confessionnelles (le CCDF, Pax Christi, la CIMADE, les Étudiants Musulmans de France et l'Union Juive Française pour la Paix) et les antennes locales des grandes associations de droits de l'homme (LDH, MRAP).

Un tel rassemblement n'est pas pour rien dans le succès de cette journée qui fut tout simplement inoubliable. Elle débute par un déjeuner avec Michel Dinet, le président socialiste du conseil général de Meurthe-et-Moselle, un homme politique comme il en est encore trop peu dans notre pays. Ses convictions humanistes, il ne les met pas dans sa poche comme sa conception participative de la démocratie politique dans laquelle les associations ont une place importante.

Quand l'AFPS est venu lui proposer de soutenir un projet d'aménagement du jardin d'enfants que l'association Najdeh gère dans le camp de réfugiés palestiniens de Chatila, il n'a pas tergiversé et deux mois après, nous recevions une subvention de 3000 euros du conseil général pour le jardin d'enfants de Najdeh.

Tous les ans aussi, le conseil général met ses locaux à disposition des associations de solidarité internationale pour le "marché du monde" où celles-ci peuvent à la fois présenter leurs actions et vendre leurs produits à un public qui est chaque année plus nombreux (plus de 10 000 personnes en 2004).

Pour revenir au 15 mars, au programme était prévu un deuxième temps avec les politiques, une rencontre avec les élus locaux en fin d'après-midi. Une fois de plus, est apparu l'engagement du conseil général, car parmi la trentaine d'élus qui avaient répondu présents, il y avait de nombreux conseillers généraux de Meurthe-et-Moselle. Par contre, pas un élu de droite n'avait daigné se déplacer et en particulier pas un seul représentant de la municipalité de Nancy.

Dans l'après-midi, il y avait eu avant une rencontre avec les élèves du lycée professionnel catholique Claude Daunot. Durant près de deux heures, les trois invités ont répondu aux questions pertinentes que 80 élèves avaient préalablement préparées avec leurs professeurs.

Initialement, la rencontre était prévue avec les élèves du lycée professionnel public Marie Marvingt de Tomblaine dans la banlieue de Nancy. La proviseure avait donné son accord et les enseignants avaient entamé un travail préparatoire avec leurs élèves.

Mais suite à l'opposition du rectorat, la proviseure est revenue sur son engagement. Comme l'écrivait au recteur de l'académie Jean-Pierre Minella, maire PCF d'Homécourt et vice-président du conseil général, *"N'y a-t-il pas un paradoxe inquiétant qui ferait, qu'au nom du principe de neutralité, un débat d'ouverture ne soit plus possible qu'au sein des lycées privés, les lycées publics étant contraints à une neutralité aseptisée ?"*

L'apogée de la journée a été la conférence publique en soirée à la faculté de droit. A 20h, le plus grand amphithéâtre de la faculté était bondé, avec plus d'un millier de personnes, du jamais vu à Nancy. La conférence était ouverte par Herbert Néry, le président de l'université

Nancy 2, qui soulignait que le service public de l'enseignement supérieur était fier d'accueillir en son sein Leila Shahid, une façon de faire écho au refus du recteur.

Mounir Elharradi, président de l'UNEF, s'exprimait ensuite au nom à la fois de l'UNEF et des Etudiants Musulmans de France en poursuivant dans le même sens.

Les trois conférenciers s'étaient soigneusement répartis les thèmes d'intervention. Esti Micenmacher a expliqué simplement, modestement l'action courageuse que mène Ta'ayush et les autres organisations anticolonialistes israéliennes aux côtés des Palestiniens contre la construction du Mur. Cette explication a été une découverte pour une partie importante du public qui ignorait l'existence d'un tel mouvement, certes minoritaire mais très important, dans la société israélienne.

Ensuite, Dominique Vidal a trouvé les mots justes pour dénoncer la stigmatisation dont sont victimes les jeunes arabes et musulmans en France, pour expliquer qu'il n'y a pas de hiérarchie dans les racismes et que l'amalgame entre antisémitisme et critique d'Israël n'aide pas la solidarité avec le peuple palestinien et sert au contraire l'antisémitisme. Le public, où les jeunes étaient très nombreux, a manifesté à de nombreuses reprises son approbation par des applaudissements nourris comme pour dire "enfin un intellectuel qui nous tient un langage de vérité".

Avec la limpidité et la simplicité qui la caractérise, Leila Shahid nous a ensuite brossé un état des lieux du conflit israélo-palestinien plutôt alarmant. Si elle a mis plus de passion dans son propos qu'à l'habitude, c'est pour nous dire que l'heure est grave, que les semaines à venir seront importantes et que l'engagement de l'Europe est absolument nécessaire.

On était bien loin des discours lénifiants qu'on entend très souvent dans les médias. Et à en juger par le tonnerre d'applaudissements qui a conclu son intervention, il ne fait pas de doute que Leila Shahid a été entendue à Nancy.

Guy Perrier - AFPS Lorraine Sud

**Les autorités israéliennes doivent immédiatement
mettre un terme à la violence des colons**
Amnesty International *Mardi 26 Avril 2005*

Amnesty International demande aux autorités israéliennes d'enquêter sur les récents empoisonnements de champs palestiniens et sur les attaques de plus en plus fréquentes menées par des colons israéliens contre des villageois palestiniens en Cisjordanie.

De tels actes ne doivent plus être tolérés.

Ces dernières semaines, des produits chimiques toxiques ont été répandus à plusieurs reprises sur des champs proches des villages de Tuwani, d'Umm Faggara et de Kharruba, dans la région sud d'Hébron.

Des dizaines de moutons, de gazelles et d'autres animaux ont été contaminés par ces toxines : plusieurs en sont morts. Des paysans palestiniens ont été obligés de mettre leurs troupeaux en quarantaine et de cesser de consommer leur lait, leur fromage et leur viande, ce qui les prive de fait de leurs moyens d'existence.

Depuis la découverte des premières toxines près de Tuwani, le 22 mars 2005, d'autres champs ont été empoisonnés dans la même région.

Dans les jours précédant le premier empoisonnement à Tuwani, un vigile de la colonie israélienne voisine de Ma'on aurait déclaré aux villageois qu'il voulait que les paysans palestiniens arrêtent de faire paître leur bétail près de la colonie - et que s'ils n'étaient pas d'accord, les colons et lui avaient les moyens de les arrêter.

Les analyses menées par le centre de science sanitaire environnementale et professionnelle, à l'université Bir Zeit, et par l'Autorité israélienne de protection de la nature, ont confirmé que deux produits chimiques toxiques avaient été répandus en grande quantité sur cette zone. Il s'agit du 2-Fluoracetamide, interdit dans plusieurs pays dont Israël, et soumis à de sévères restrictions dans le commerce international, et le Brodifacoum, un anticoagulant utilisé comme raticide.

Le 12 avril 2005, l'une de ces toxines fut également découverte dans le village de Yasouf, en Cisjordanie, dans un champ situé près de l'entrée de la colonie israélienne de Tapuah, près de l'endroit où l'armée israélienne vient de rouvrir la route reliant Yasouf à la route principale. La route menant à Yasouf était restée fermée aux Palestiniens pendant des années, forçant les gens à faire un long détour pour accéder au village.

Les zones où les produits toxiques ont été découverts se trouvent en Zone C, sous le contrôle total des autorités israéliennes ; Israël interdit aux forces de sécurité de l'Autorité palestinienne d'opérer dans ces endroits. À ce jour, les autorités israéliennes n'ont pas nettoyé les produits chimiques des zones touchées, laissant ce travail aux villageois palestiniens et aux militants pacifistes internationaux et israéliens. Les autorités n'ont pas non plus pris les mesures nécessaires pour enquêter sur cette affaire, afin de traduire les responsables en justice.

Des colons israéliens ont récemment intensifié leurs attaques et leurs menaces contre les paysans et villageois palestiniens, dans cette zone de Cisjordanie et d'autres, empêchant les Palestiniens d'avoir accès à leurs terres.

Ces derniers mois, des colons israéliens de Ma'on et de l'avant-poste de colons voisin de Havat Ma'on ont procédé à des agressions physiques répétées contre des paysans palestiniens, des militants pacifistes internationaux et des défenseurs des droits humains, dont des membres du personnel d'Amnesty International. La police israélienne n'a pas enquêté sur ces agressions. Les responsables bénéficient de l'impunité.

Quelques publicités proposées par Marc :

o Si vous cherchez les **CDs** des frères Joubran ("Tamaas" ou le tout récent "Randana"), ceux de Gilad Atzmon ("Exile" ou son tout dernier "Musik"), vous pouvez les trouver à Lille, à des tarifs promotionnels (17,90 €) à **Harmonia Mundi**, 9, rue du Sec Arembault (tél 03 20 30 98 36) Vous y serez de plus, très gentiment et efficacement conseillé(e) par Rémy,

o Un petit mot pour vous dire tout le bien que je pense d'un mensuel. Il s'agit de **'Points critiques'** le mensuel de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique. Il en est à son numéro 256 (c'est dire s'il est récent !) Ce mois-ci l'éditorial est consacré à Caterpillar, plusieurs pages racontent la visite de "trois membres israéliens du Camp du refus de l'occupation et de la colonisation en tournée en Belgique", mais on y trouve aussi des articles sur les génocides tutsi et arménien, une interview d'Alain Gresh à propos de son livre "Islam et laïcité", le tout parsemé d'humour et d'intelligence. Un régal !

L'abonnement est de 20 € pour l'année. Adresse UPJB 61 rue de la Victoire 1060 Bruxelles

DERNIÈRES NOUVELLES DE PALESTINE OCCUPÉE :

www.nord-palestine.org/actualite_nouvelles_de_Palestine.05.05.htm

4 mai 2005 : Centre International de Presse Gaza. PALESTINE

Israël utilise des documents confisqués pour judaïser la ville de Jérusalem-est

GAZA. Le quotidien Al Sharq Al Awasat rapporte sur son édition on-line d'aujourd'hui qu'une source bien informée à Tel Aviv a révélé que les autorités israéliennes complotaient à judaïser la ville de Jérusalem-est sur les données des anciens manuscrits, documents, études, recherches et écritures, qui avaient été confisqués de la Maison d'Orient ...

Mohammed Dahlan accompagne James Wolfensohn

GAZA. Le ministre palestinien des Affaires civiles, Mohammed Dahlan a accompagné James Wolfensohn, envoyé spécial du Quartet, qui aiderait la coordination de la retraite israélienne pendant l'été, à une visite au passage de Karni entre la bande de Gaza ...

Le premier ministre turc : les Territoires Palestiniens semblent une " Prison "

ANKARA. Le premier ministre turc, Raccap Tayyip Erdogan, a déclaré aux membres de son parti (Le Parti de la Justice et du Développement), mardi que les territoires palestiniens donnaient l'impression d'une "prison", selon l'agence de Wafa ...

Qorei critique les nouvelles actions israéliennes

GAZA. Le premier ministre palestinien Ahmed Qorei a accusé mardi Israël de continuer à violer la loi internationale et décrit les plans israéliens d'établir un nouveau mur et une université dans le territoire occupé comme un mouvement très dangereux ...

Le ministre de l'Intérieur dénonce les déclarations de Mofaz sur le gel du transfert le contrôle à ANP

RAMALLAH. Le ministre de l'Intérieur a déclaré mardi que les déclarations du ministre israélien de l'Intérieur, Shaul Mofaz que Israël gèlerait le transfert du contrôle sécuritaire des villes du sud de la Cisjordanie à l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP), était un acte de procrastination ...